

L'INTERVIEW | Aurélie Bridault, gérante de l'exploitation porcine d'Heuringhem

« Ce n'est pas une usine à cochons ! »

L'Heuringhémoise a accepté de livrer ses impressions une fois la décision du préfet rendue. Aurélie Bridault revient sur cette année difficile marquée par une opposition féroce contre son projet d'extension. La gérante regrette également le comportement de la municipalité. Toujours est-il qu'elle prépare activement la construction de sa nouvelle porcherie.

Avez-vous eu des contacts avec le préfet avant cette décision ? Aucun contact.

Comment avez-vous vécu cette dernière année ? Il y a eu des périodes plus ou moins difficiles. Il n'a jamais été question d'abandonner le projet. Cette opposition ne m'a pas fatimé. J'ai fortement été déçue par le comportement de la mairie qui avait émis un avis favorable au départ. Quand on change de position comme ça, qu'on ne sait pas tenir ses engagements, c'est décevant. Et puis, j'ai été bien entourée. Ça m'a permis de garder la tête haute. J'ai aussi un tempérament à ne pas me laisser faire.

Les modifications apportées par le préfet dans votre projet vous ont-elle dérangées ? J'ai suffisamment de parcelles d'épandage, donc ça ne m'a pas dérangé. C'est juste un peu gênant par rapport à d'autres dossiers.

Qu'en est-il des délais de construction ? Quand ouvriera la future porcherie ? Ce n'est pas encore fixé. Les délais sont plus ou moins longs, ça va dépendre de beaucoup de cho-

ses. Mon souhait, c'est que ça se fasse au plus vite, mais je n'ai pas d'échéance.

C'est-à-dire ? Parmi les parcelles qui m'ont été retirées, il n'y avait aucune prescription au préalable. J'ai juste peur que



Aurélien Bridault va pouvoir faire avancer son projet de nouvelle porcherie.

ca fasse jurisprudence.

Justement, un recours au tribunal administratif se prépare. Qu'en pensez-vous ? Je ne suis pas plus inquiète que ça. Mais, quand on voit que certains retournent leur veste, on reste méfiant.

Seriez-vous prête à rencontrer les opposants à votre projet et

notamment les militants d'Alves ? Vous savez, j'ai toujours été très ouverte. Quand quelqu'un frappait à ma porte, j'ai toujours expliqué le projet. Il n'y a aucun souci pour les rencontrer.

Maintenant que le préfet a donné son accord, quelle est votre prochaine étape ? D'abord

remettre en route le dossier et voir les constructeurs.

Les opposants au projet parlent de « porcherie industrielle »... Ce ne sera pas une porcherie industrielle, ça restera une exploitation fami-

liale. Il suffit de regarder dans d'autres régions ou d'autres pays, on ne parle pas de porcherie industrielle.

Doit-on s'attendre à des créations d'emplois ? Si oui, combien ? Directement, il y aura un emploi créé. Ce n'est pas une usine à cochons ! Après, il y a tous les emplois indirects que ce soit dans la fabrication des aliments, les services des administrations, les abattoirs, les transports... Il y a énormément d'emplois qui gravitent autour d'une exploitation.

Vous êtes-vous sentie soutenue dans votre démarche ? Effectivement, avec la FDSEA que je remercie ; ça fait du bien. Après, j'ai eu le soutien d'énormément de monde, des riverains, des voisins, de la famille ou encore des amis. Ça fait chaud au cœur.

Des élus aussi ? Il y a des élus qui me soutiennent, mais je ne citerai pas leur nom (seul le maire de Clarques, également président de la Morinie, s'est exprimé en faveur de ce projet, ndr).

Propos recueillis par Rémi FOULON

Gardez le contact avec l'actualité locale grâce à notre site internet www.ledelalays.fr